



Coordonnateur du groupement de commande  
responsable de la procédure de consultation :

BMGNV35  
Village des Collectivités d'Ille-et-Vilaine  
1 avenue de Tizé – CS 43603  
35236 THORIGNE-FOUILLARD Cédex  
Tél : 02 99 23 15 55 – Fax : 02 99 23 18 72

Membre du groupement  
BMGNV29  
9 Allée Sully,  
29000 QUIMPER

#### MARCHE PUBLIC DE SERVICE

Appel d'Offres Ouvert  
passé en application des articles  
L 2124-1 et R2124-2 1° du Code  
de la commande publique

### **Prestations d'entretien courant, de maintenance préventive et curative des stations GNC des réseaux BMGNV35 et BMGNV29**

## Règlement de consultation

**Date et heure de la visite obligatoire :**

**Mercredi 11 et jeudi 12 septembre à 9h00**

**Date et heure de limites de remise des offres :**

**Vendredi 4 octobre à 12h00**

# Sommaire

<b>Article 1 - Objet et étendue de la consultation .....</b>	<b>3</b>
1.1 - Objet de la consultation .....	3
1.2 - Étendue de la consultation .....	3
1.3 - Décomposition de la consultation .....	3
1.4 - Variante imposée .....	4
1.5 - Conditions de participation des concurrents .....	4
1.6 - Nomenclature communautaire .....	4
<b>Article 2 - Conditions de la consultation.....</b>	<b>4</b>
2.1 - Visite obligatoire .....	4
Pour les sites du lot n° 1 Ille et Vilaine .....	4
Pour les sites du lot N° 2 Finistère .....	4
2.2 - Durée du marché .....	4
2.3 - Délai de validité des offres .....	4
2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement .....	4
2.5 - Conditions particulières .....	5
2.6 - Renouvellement .....	5
2.7 - Sous-traitance .....	5
<b>Article 3 - Contenu du dossier de consultation .....</b>	<b>5</b>
3.1 - Modalité de retrait .....	5
3.2 - Modification de détail au dossier de consultation .....	6
3.3 - Renseignements complémentaires .....	6
<b>Article 4 - Présentation des offres.....</b>	<b>6</b>
4.1 - Pièces de la candidature .....	6
4.2 - Pièces de l'offre .....	7
4.3 - Présentation et contenu du mémoire Technique .....	8
4.3.1 - Au titre de la valeur technique : .....	8
4.3.2 - Au titre du critère « respect de l'environnement » : .....	9
<b>Article 5 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....</b>	<b>9</b>
5.1 - Conseil aux candidats .....	9
5.2 - Remise d'une copie de sauvegarde .....	9
5.3 - Modalité de signature électronique .....	10
5.4 - Préconisations techniques liées aux plis transmis par voie électronique .....	10
<b>Article 6 - Sélection des candidatures et jugement des offres .....</b>	<b>10</b>
6.1 - Notation du critère prix 40% .....	11
6.2 - Notation de la valeur technique 55 % - Description des sous-critères .....	11
6.3 - Notation de la valeur environnementale 5% - Description des sous-critères .....	11
6.4 - Audition .....	12
<b>Article 7 - Rejet des offres .....</b>	<b>12</b>
<b>Article 8 - Document à remettre par les attributaires sélectionnés .....</b>	<b>12</b>
<b>Article 9 - Recours.....</b>	<b>13</b>
<b>Article 10 - Documents et lien utiles .....</b>	<b>13</b>

## Article 1 - Objet et étendue de la consultation

---

### 1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la conclusion, pour le compte d'un groupement de commandes constitué dans le cadre des articles L. 2113-6 à L. 2113-7 du code de la commande publique relatif à l'entretien courant, la maintenance préventive / corrective et la réalisation de contrôles réglementaires pour les stations des réseaux exploités par BMGNV35 et BMGNV29.

Les prestations concernent les équipements garants du bon fonctionnement et de la sécurité des stations GNC des membres du groupement :

- Les équipements techniques de séchage, compression et stockage de GNC, et les différents périphériques nécessaires à leur bon fonctionnement (refroidissement, panneau de priorité, compresseur d'air, onduleurs, routeurs, armoires électriques...) et à la sécurité (arrêts d'urgences, détecteurs gaz, détecteurs incendie, extincteurs...),
- Les équipements de distribution, depuis le point de livraison jusqu'aux différents emplacement de distribution de charge rapide (tuyauteries, distributrices, électrovannes, flexibles, événements, break-away, pistolets ...),
- Les équipements de distribution spécifiques à la charge lente situés sur les emprises foncières de BMGNV35 (électrovannes, compteurs agréés pour la vente de gaz...).
- Les bornes de paiements,
- Les bornes d'appel au service d'astreinte,
- Les locaux techniques (local TGBT, Local technique),
- Les outils de gestion des ventes de gaz (charge rapide et charge lente), et de gestion des prix aux totems
- Les équipements de supervision en prestation supplémentaire éventuelle

#### Membres du groupement :

##### **BMGNV35**

Village des Collectivités d'Ille-et-Vilaine  
1 avenue de Tizé – CS 43603  
35236 THORIGNE-FOUILLARD Cédex

Et

##### **BMGNV29**

9 ALLEE SULLY,  
29000 QUIMPER

**Lieu(x) d'exécution** : Départements d'Ille-et-Vilaine et du Finistère

### 1.2 - Étendue de la consultation

La présente consultation est passé selon une procédure formalisée en appel d'offre ouvert est soumis aux dispositions des articles L. 2113-6 à L.2113-7, R. 2124-1 à R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché de prestations et services

### 1.3 - Décomposition de la consultation

Le marché est alloti en 2 lots géographiques :

LOTS	Montant maximum annuel en € HT
N°1 : Secteur Ille et Vilaine	1 300 000 €
N°2 : Secteur Finistère	1 000 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 300 000 €</b>

#### 1.4 - Variante imposée

L'acheteur exige conformément à l'article R. 2151-09, la présentation d'une variante concernant la rémunération de la maintenance curative soit par :

- un terme variable par site en fonction des quantités de gaz distribuées
- une prise en charge réelle au BPU

#### 1.5 - Conditions de participation des concurrents

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements ;
- En qualité de filiale d'une même société mère.

#### 1.6 - Nomenclature communautaire

Classification	
45259000-7	Réparation et entretien d'équipements

## Article 2 - Conditions de la consultation

#### 2.1 - Visite obligatoire

##### Pour les sites du lot n° 1 Ille et Vilaine

Les candidats doivent prendre rendez-vous avec Monsieur CARRE pour une visite sur site obligatoire le mercredi 11 septembre à 9h (mail : [alexandre.carre@energiv.fr](mailto:alexandre.carre@energiv.fr) ou Tel : 07 56 05 45 83).

##### Pour les sites du lot N° 2 Finistère

Les candidats doivent prendre rendez-vous avec Monsieur BOULAY pour une visite sur site obligatoire le jeudi 12 septembre à 9h (mail : [yvon.boulay@energiesenfinistere.bzh](mailto:yvon.boulay@energiesenfinistere.bzh) ou Tel : 07 64 76 74 09).

#### 2.2 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 36 mois, renouvelable 12 mois, à compter du 01/01/2025, ou de la notification si postérieure à cette date. Les modalités sont définies au CCAP.

#### 2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

#### 2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les sommes dues aux titulaires et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement complètes.

## 2.5 - Conditions particulières

Les prestations sont réservées à une profession particulière (référence des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables) :

- Habilitations ATEX.
- Habilitations C18.510, et notamment habilitation aux travaux sous tension.
- Attestation de formation Travail en hauteur
- CASES nécessaires à la conduite d'engins de chantiers

## 2.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un marché non reconductible.

## 2.7 - Sous-traitance

Le marché public peut faire l'objet d'une sous-traitance, telle que définie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, dans les cas prévus à l'article L2193-3 du code de la commande publique.

Dans le cas où la demande de sous-traitance (DC4) intervient au moment du dépôt de l'offre, l'opérateur économique fournit à l'appui de son offre une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités techniques, professionnelles, économiques et financières du sous-traitant.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. La notification du (des) marché(s) public(s) emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

## Article 3 - Contenu du dossier de consultation

---

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de la Consultation (RC),
- L'Acte d'Engagement (AE) et l'annexe financière
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes

## 3.1 - Modalité de retrait

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est consultable et téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.megalis.bretagne.bzh/>

**Le candidat est invité à renseigner, lors du téléchargement du DCE, le nom du soumissionnaire, une adresse électronique ainsi que le nom d'un correspondant** afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

### 3.2 - Modification de détail au dossier de consultation

Le groupement se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le groupement des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### 3.3 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite **via la plateforme Megalis** à l'adresse suivante : <https://www.megalis.bretagne.bzh/>

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres.

## Article 4 - Présentation des offres

Les candidatures et offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui.

### 4.1 - Pièces de la candidature

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le document unique de marchés européens (DUME) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

La candidature doit contenir les documents et renseignements suivants telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

- 1) Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise
  - La déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique.
  - DC1
  - DC2
  - Le Kbis
- 2) Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :
  - Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.
  - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels, dont les montants couverts sont à minima équivalent aux montants estimés de travaux
  - Part du chiffre d'affaire des 3 dernières années avec l'objet de l'opération.
- 3) Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus dans l'arrêté du 29 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats. Notamment une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis de même type au cours des trois dernières années ;

Il est rappelé que, conformément aux articles R.2143-1 et suivants du Code de la Commande publique, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, tels des sous-traitants, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités professionnelles, techniques et financières de ce ou ces opérateurs économiques en produisant les mêmes documents concernant ce ou ces opérateurs économiques que ceux demandés aux candidats par le groupement, à l'exception de la lettre de candidature, et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché en fournissant un engagement écrit signé de ce ou ces opérateurs de mettre à disposition du candidat ses capacités pour l'exécution du marché.

Le dossier de candidature **devra impérativement comporter** les éléments suivants :

NB : ces renseignements seront fournis de préférence à l'échelle de l'entreprise candidate, et non à l'échelle d'une entreprise mère dont le candidat est une des filiales :

- Présentation d'une liste de références de prestations exécutées au cours des cinq dernières années dans les domaines objet du marché décrit au 1.1 pour le compte de collectivités territoriales appuyée d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature,
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
- Présentation nominative de ressources disposant des certificats de qualifications professionnelles ci-dessous en cours de validité :
  - Carte de qualification professionnelle et/ou carte professionnelle d'entrepreneur,
  - Habilitation ATEX
  - Habilitations C18.510, et notamment habilitation aux travaux sous tension.
  - Attestation de formation Travaile en hauteur
  - CASES nécessaires à la conduite d'engins de chantiers
  - Plus généralement tous justificatifs des certifications nécessaires à la bonne exécution des prestations

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

- 4) Si le signataire n'est pas le représentant légal du candidat, son habilitation à signer les documents relatifs au marché (délégation de pouvoir ou délégation de signature établie par le représentant légal ou son délégataire dûment autorisé).

#### 4.2 - Pièces de l'offre

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (AE), complété et signé
- L'annexe financière complété et signé aux formats Excel et pdf,( le fichier excel contient 7 onglets dont 6 à compléter)

Onglet 1 pour le lot 1  
Onglet 2 pour le lot 2

Onglet 4 et 6 prix  
commun pour les 2 lots

- Prix forfaitaire (article 01.01 à 05.01) pour les 2 lots
- Les prestations supplémentaires éventuelles pour les 2 lots
- Maintenance curative : Variante n° 1- part variable en fonction des quantités de gaz distribuées
- Maintenance curative : Variante n°2- bordereau des prix pour station MPH

Maintenance GNV.docx

Onglet 3 et 5  
engagement commun  
pour les 2 lots

- Maintenance curative : Variante n°2- bordereau des prix pour station ADF
- Plan de maintenance pour les stations MPH
- Plan de maintenance pour les stations ADF

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), accepté sans aucune modification daté et signé,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, accepté sans aucune modification daté et signé,
- Un mémoire Technique justifiant des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour permettre l'exécution dans de bonnes conditions des prestations de l'ensemble des lots pour lesquels le candidat a remis une offre.
- Le certificat de visite obligatoire ;

Signature de l'offre : La signature de l'acte d'engagement est possible mais n'est pas obligatoire lors du dépôt de la réponse. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de le signer. Afin d'éviter tout retard dans la notification, ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats sont invités à signer leur acte d'engagement électroniquement avant le dépôt de leur réponse. A défaut, ils sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué.

Le format PDF (PADES) est fortement recommandé pour des raisons d'interopérabilité avec nos outils informatiques administratifs.

### 4.3 - Présentation et contenu du mémoire Technique

Lorsque le candidat est un groupement constitué, il sera établi un mémoire Technique unique et commun à l'ensemble des membres du groupement.

Le mémoire Technique, daté et signé du candidat, sera établi afin de permettre au groupement d'apprécier la valeur technique des offres (critère 2) ainsi que le « respect de l'environnement » (critère 3) tels que définis à l'article 5.2 du présent règlement de consultation. Les candidats sont invités à réaliser une présentation synthétique et claire, facilitant l'analyse, et mettant en avant les points forts de la proposition.

Il devra à minima préciser les éléments détaillés ci-après.

#### 4.3.1 - Au titre de la valeur technique :

- Personnel d'encadrement et de réalisation dédié à l'exécution des prestations du présent marché (fournir une liste nominative avec rattachement géographique, niveau d'habilitation et niveau de maintenance pris en charge).

Les investissements et formations mis en œuvre dans le cadre du plan général de prévention pour éviter les accidents à l'égard du personnel et des tiers ;

- Matériel et équipements dédiés au marché (approvisionnement et stockage de pièces détachées, véhicules utilisés par le personnel, équipements spécifique ...)

Pour la Prestation Supplémentaire Eventuelle « outil de supervision », le titulaire présente :

- L'architecture du réseau numérique proposé.
- La liste des automates présents sur ce réseau (marque et protocole de communication)
- Les tables d'échange des données collectées par automate.
- Organisation mise en œuvre (technique et administratif) pour la réalisation des prestations en vue de respecter



- les obligations de résultats définies au 2.7.1 du CCTP, en prenant en compte le volume du marché (6 à 9 sites sur la durée du marché).
- Les gammes de maintenance préventive
- Procédures de contrôle interne et de communication auprès du groupement pour les prestations réalisées,
- Les modèles de rapports (maintenance préventive, maintenance curative, contrôle métrologique)

Les Gammes de maintenance préventive

#### **4.3.2 - Au titre du critère « respect de l'environnement » :**

La liste des véhicules professionnels détaillant le vecteur d'énergie utilisé et spécifiquement ceux avec un vecteur d'énergie propre (Electricité, GNV, Hydrogène) et/ou l'engagement à la conversion sur la durée du marché ainsi que le Plan de Mobilité de l'entreprise à destination des salariés.

Les mesures prises par le candidat pour permettre l'élimination, le recyclage des déchets conformément à la réglementation en vigueur,

### **Article 5 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du code de la commande publique relatif aux marchés public, la transmission électronique des candidatures et des offres est obligatoire dans le cadre de la présente mise en concurrence.

Les échanges d'informations intervenant dans le cadre de cette consultation font également l'objet d'une transmission par voie électronique (art. R. 2132-7 du code de la commande publique). Pour les communications adressées par le groupement aux candidats, cette transmission se fera par le biais de la salle des marchés Megalis Bretagne, à l'adresse mail du candidat renseignée dans l'acte d'engagement ou à défaut à celle renseignée dans les documents de la candidature.

Le candidat pourra s'aider des tutoriels visibles sur sur le site internet de Megalis Bretagne.

#### **5.1 - Conseil aux candidats**

L'heure précise et la date limite de réception des plis ne peuvent faire l'objet d'aucune exception. La collectivité encourage donc fortement les opérateurs économiques :

- à tester leurs connexions bien avant l'heure limite de télétransmission (un outil est disponible sur la plateforme Megalis)
- en cas d'envoi multiples, à bien vérifier que le dernier envoi comporte toutes les pièces demandées au présent règlement de la consultation. Dans le cas de plusieurs dépôts d'offres par un même candidat, seule la dernière sera ouverte.
- à contacter le support technique de la plateforme pour toutes questions et/ou problèmes rencontrés : le n° d'accès est : 02 23 48 04 54 -

#### **5.2 - Remise d'une copie de sauvegarde**

Le candidat transmet sa candidature et son offre par voie dématérialisée, et a la faculté de transmettre en parallèle une copie de sauvegarde de sa candidature et de son offre :

- Par voie électronique : La copie de sauvegarde est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

- Sur support physique électronique (clef USB, CD-ROM, DVD-ROM...) (Les documents figurant sur ce support doivent être revêtus de la signature électronique pour les documents dont la signature est obligatoire)
- Ou sur support papier.

L'ouverture de cette copie de sauvegarde ne sera effectuée par le groupement que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Cette copie de sauvegarde doit être transmise dans les délais impartis pour le dépôt des candidatures et des offres. Cette copie doit être placée dans un pli fermé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde » ainsi que les informations coordonnées mentionnées ci-dessous.

Il devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante : [a.carre@energiv.fr](mailto:a.carre@energiv.fr)

### **5.3 - Modalité de signature électronique**

La signature électronique n'est pas obligatoire au stade du dépôt des plis (elle ne le sera qu'au moment de l'attribution du marché).

Ce dépôt est réalisé dans une enveloppe électronique unique.

Le format PAdES est fortement recommandé pour des raisons d'interopérabilité avec nos outils informatiques administratifs.

Pour répondre à la présente consultation sous forme dématérialisée via la plate-forme, la personne habilitée à engager le soumissionnaire doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer sa réponse.

### **5.4 - Préconisations techniques liées aux plis transmis par voie électronique**

Les candidats doivent insérer dans l'enveloppe électronique unique l'ensemble des documents requis. Le pli précité doit contenir respectivement dans une seule enveloppe, les pièces de la candidature et les pièces de l'offre dont le contenu est défini au présent règlement de la consultation. Le dossier de candidature et d'offre est un fichier unique compressé au format « .zip ».

Sont autorisés, pour la transmission électronique des plis, les formats Word, Excel et PDF ou équivalents.

L'attention des opérateurs économiques est attirée sur le fait qu'ils doivent limiter au maximum la taille des fichiers transmis.

## **Article 6 - Sélection des candidatures et jugement des offres**

Le groupement éliminera les candidats dont la candidature sera jugée irrecevable ou dont les capacités seront jugées insuffisantes. Il procédera ensuite à l'analyse des offres remises par les candidats retenus. Il se réserve toutefois la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après analyse et classement des offres.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'Energ'IV se réserve le droit, conformément aux articles R2152-1 et 2 du code de la commande publique, de procéder à une demande de régularisation des offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée. Ce processus de régularisation n'est qu'une faculté du groupement dont le candidat ne pourra se prévaloir. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

Les critères intervenant pour le jugement des offres seront pondérés de la manière suivante :

Libellé des critères	%
1 - Prix des prestations	40 %
2 - Valeur technique	55 %
3 - Respect de l'environnement	5 %

### 6.1 - Notation du critère prix 40%

La note "prix" sera évaluée à partir des prix indiqués dans l'annexe financière selon la méthode de calcul suivante :

Note de l'offre = Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter \* 40

### 6.2 - Notation de la valeur technique 55 % - Description des sous-critères

La valeur technique sera évaluée aux regards du mémoire technique du candidat suivant la notation des sous-critère ci-dessous :

Moyens humains mis à disposition pour le marché, rattachement géographique, niveau d'habilitation / affectation et formation du personnel dédié	30%
Matériels et équipements dédiés au marché, dont la gestion des pièces pour assurer les taux de disponibilité contractuels et la PSE « outil de supervision »	30%
Organisation (technique et administrative) mise en œuvre et méthodologie d'intervention pour exécuter les prestations du marché	20%
Procédures internes et de communication auprès du groupement	10%
Pertinence des modèles de rapports d'intervention et de la gamme de maintenance	10%

### 6.3 - Notation de la valeur environnementale 5% - Description des sous-critères

La valeur environnementale sera évaluée aux regards du mémoire technique du candidat suivant la notation des sous-critère ci-dessous

Pertinence du plan de mobilité de l'entreprise	80 %
Organisation et engagement du candidat liée à la gestion des déchets	15%
Autres aspects environnementaux prévus par le candidat pour l'exécution du marché	5%

## 6.4 - Audition

Une audition pourra avoir lieu, avec certains candidats ayant uniquement pour but d'apporter des précisions ou des compléments sur la teneur de leur offre. Cette audition ne pourra en aucun cas permettre une négociation de l'offre, les candidats doivent donc remettre directement leur meilleure offre.

Les candidats concernés seront informés par mail 5 jours avant la date retenue du déroulement de l'audition.

Cependant, le groupement pourra juger que, l'audition n'est pas nécessaire.

## Article 7 - Rejet des offres

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

- Offre hors délai : Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixée dans la consultation.
- Offre anormalement basse : Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
- Offre inappropriée : L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
- Offre irrégulière : L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale.
- Offre hors budget (dépassant le montant de 400K€)

## Article 8 - Document à remettre par les attributaires sélectionnés

Avant la notification, les attributaires doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Attestation d'assurance	Attestation d'assurance en cours de validité, avec garanties en rapport avec l'importance des prestations
Attestation sur l'honneur - salariés de nationalité étrangère	Attestation rédigée de la manière suivante : " Je soussigné(e) XXX, représentant(e) habilité(e) de la société XXX, atteste sur l'honneur que :  "Je n'ai pas l'intention de faire appel pour l'exécution du marché public à des salariés de nationalité étrangère."  OU  "J'ai l'intention d'employer des salariés de nationalité étrangère et je certifie que ces salariés seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France." " (joindre une liste nominative des salariés étrangers)
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Justificatif d'immatriculation	Kbis, carte d'identification ...
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire
RIB	Relevé d'identité bancaire (RIB)

## Article 9 - Recours

---

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Rennes, Hôtel de Bizien, 3, contour de la Motte, 35000 Rennes, Tél. : 02 23 21 28 28, Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Greffe du tribunal administratif, 3, contour de la Motte, 35000 Rennes.

## Article 10 - Documents et lien utiles

---

[Code de la commande publique et ses annexes \(Legifrance\)](#)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG FCS du 30 mars 2021](#)